

# UNIA : la fusion finale

Autor(en): **Schwaab, Jean Christophe / Pochon, Charles-F.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **41 (2004)**

Heft 1617

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1019298>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# La fusion finale

**Les principaux syndicats des secteurs secondaire et tertiaire vont se regrouper pour faire face à l'évolution du marché du travail.**

Le mouvement syndical suisse s'est longtemps développé en syndicats de branches. À chaque profession, chaque branche, voire à chaque entreprise, son syndicat. Cette organisation découlait d'une certaine logique: les conventions collectives de travail (CCT) ne couvrent en général pas plus d'une branche, quand elles ne se limitent pas à une seule entreprise. Pour le travailleur organisé, qui auparavant conservait son métier et son employeur durant toute sa vie active, le besoin d'une alliance avec les employés des autres branches ne se faisait que peu sentir. De plus, l'excellent climat social qui régnait dans notre pays favorisait les petits syndicats, qui négociaient avec un patron qu'ils connaissaient bien, souvent dans une atmosphère conviviale. C'étaient aussi souvent les barrières cantonales ou linguistiques qui définissaient le champ d'action des associations de travailleurs.

## Après la crise économique

La crise des années 1980 a changé la donne. La montée du chômage, phénomène marginal lors des Trente glorieuses a augmenté la pression du patronat sur les travailleurs. Les pertes d'emplois ont poussé ces derniers à changer plus fréquemment d'entreprise, voire de métier. Faire un apprentissage n'est de plus en plus souvent que le moyen d'obtenir un CFC, qui sert alors de tremplin à une carrière dans un domaine parfois très différent. À cela s'est ajoutée la déliquescence de la place industrielle suisse: des

milliers d'emplois du secteur secondaire ont disparu, pendant que le secteur tertiaire se développait à grande vitesse. Dans ce secteur, les employés sont traditionnellement beaucoup moins organisés que dans le secondaire ce qui a réduit considérablement l'influence syndicale. Parallèlement à ces bouleversements, les patrons ont durci le ton et rendu le dialogue social plus ardu.

## S'adapter ou disparaître

Confrontés à une érosion constante du nombre de leurs adhérents, ceux-ci ont pris des mesures. Le syndicat du bâtiment et du bois et celui de la chimie et du textile ont montré la voie il y a douze ans en fondant le Syndicat Industrie et Bâtiment (SIB), qui a tout de suite gagné une réputation de combativité inhabituelle au pays de la paix du travail. Le SIB s'est allié au syndicat de l'horlogerie, de l'artisanat, des machines et de la métallurgie (FTMH) pour fonder unia au milieu des années nonante, afin d'organiser les employés du secteur tertiaire. Le mouvement a fait tache d'huile du côté de l'autre «pôle syndical» suisse. Travail.suisse s'est récemment créé autour des syndicats chrétiens, confrontés à une érosion de leurs membres plus spectaculaire encore et à un manque flagrant de relais politiques. Parallèlement à ces concentrations, la politique conventionnelle a repris du poil de la bête: de nouvelles CCT ont été conclues dans des secteurs qui n'en avaient pas, par exemple dans les anciennes régies fédérales pour remplacer les statuts de fonctionnaires. La

conclusion des accords bilatéraux a aussi redonné de l'importance aux CCT.

## Une maison commune

Cette politique de renforcement syndical atteindra une nouvelle étape le 16 octobre, lors de la fusion du SIB, de la FTMH, de leur «filiale» commune unia, du syndicat des transports, de l'alimentation et de la vente FCTA et de l'Association des Commis de Genève, pour créer le nouveau syndicat UNIA. L'approche est résolument interprofessionnelle. Comme les quelque 200 000 membres de la future UNIA ne conserveront guère leur métier et leur employeur durant la totalité de leur vie active, la nouvelle organisation les accompagnera et les défendra sans qu'ils aient besoin de changer de syndicat de branche. La création d'une

unique centrale syndicale renforcera aussi le poids de négociation des employés, face à un patronat qui, sous l'influence croissante de l'UDC, est de moins en moins enclin à la négociation et se sert de tous les prétextes pour faire pression sur les conditions de travail. Témoin de cette nouvelle donne sociale, l'augmentation du nombre de grèves, dans les secteurs le plus divers.

Mais pour améliorer la situation des travailleurs, il faudra plus qu'un simple regroupement des forces. La nouvelle UNIA devra parvenir à gagner de nouveaux membres et à se développer dans les secteurs économiques en plein essor où le taux d'organisation est très bas, comme le secteur tertiaire ou les nouvelles technologies. Sinon, l'industrie traditionnelle risque bien d'emporter les syndicats dans son déclin. *jcs*

## La Maison du Peuple à Berne

C'est vrai, le Volkshaus a été rebaptisé Hotel Bern il y a des années, mais l'esprit reste le même. La société propriétaire s'appelle toujours Volkshaus AG. Elle est propriété des syndicats FTMH, SIB, SEV et a comme autres actionnaires COOP, Nationale Vie et la ville de Berne. À l'occasion d'une récente rénovation de la partie hôtelière, une journée portes ouvertes a donné à chacun la possibilité de visiter l'établissement et de découvrir de nombreux témoignages de ses relations avec le monde des salariés organisés. Dernier élément à considérer: l'Hotel Bern participait le 22 septembre à la journée sans voiture. La restauration sur la Place fédérale lui avait été confiée. Le service aux tables était assuré par des candidats aux prochaines élections communales des listes de l'alliance Rouge-Verte-Centre (RGM) qui affichaient leurs appartenances via leurs vêtements. Ce n'est pas l'étiquette qui compte mais bien l'affirmation de ses convictions. Il y a encore une Maison du Peuple à Berne. Heureusement! *cfp*